La situation de la Gauche italienne face aux Elections Européennes 2019

La défaite de la gauche italienne s'inscrit dans la défaite historique du mouvement ouvrier en Occident et présente certaines particularités que nous allons analyser.

Le suicide du Parti Communiste Italien (PCI) en 1991 – bien que le PCI fût en réalité déjà engagé sur la voie de la social-démocratie depuis au moins deux décennies avant cette date – et la naissance simultanée du Parti de la Refondation Communiste (PRC) avaient suscité à l'origine un enthousiasme au sein de diverses organisations de l'espace politique communiste et socialiste de gauche. Malheureusement, le manque de réflexion sur le concept même de la Refondation Communiste, la crise des structures des partis et des syndicats et la lutte acharnée des structures bourgeoises contre tout mouvement alternatif (voir les faits de Gênes 2001) ont dilapidé ce consensus, sinon de masse, du moins significatif de la gauche radicale et alternative italienne.

L'année 2008-9 est une étape importante, car elle marque la disparition de la partie la plus radicale des scénarios parlementaires nationaux en raison d'erreurs de tactique et de stratégie, faisant suite à des phases de compatibilité de système qui se matérialisent avec le soutien des gouvernements de centre-gauche du début des années 2000. Ce n'est pas un hasard si à cette date se produit l'une des

dernières scissions de Rifondazione Comunista, celle de son côté le plus enclin aux alliances de centre-gauche, tandis que le parti choisit une alternative claire à cela.

Ce n’est pas un hasard si, en 2007, le Parti Démocrate (PD) nait de l’union des sociaux-démocrates héritiers du PCI, et de l’aile gauche des démocrates chrétiens. Un sujet politique qui déjà de par son statut nous fait comprendre son positionnement: l’équidistance entre capital et travail, même s’il continue à se définir formellement un parti de gauche, surtout en termes de communication.

L’aile gauche du PD démantèle progressivement toutes ses anciennes structures territoriales et épouse le parti léger, d’inspiration américaine et qui ferme toute collaboration avec les forces qui proposent une alternative de système.

L’espace politique créé à gauche n’est ni rempli électoralement ni socialement par la galaxie des diverses gauches, également à cause du rôle modéré que le syndicat CGIL joue pour ne soutenir aucune véritable alternative de système.

Le PRC et la gauche radicale manquent d’une idée de société pouvant être efficacement communiquée, les changements au niveau du marché du travail changent rapidement le bloc social, et la gauche n’arrive pas à lire les changements en cours, souvent écrasée par les problèmes quotidiens de survie et de déclin du nombre de membres et de militants.

L’ancrage social s’effondre de manière dramatique, la stratégie syndicale n’est pas incisive à la fois au sein de la CGIL et dans les syndicats de base.

Il y a encore plusieurs tentatives de reconstruction du bloc social et de ses représentantions politiques, mais elles restent toujours minoritaires.

C’est dans ce contexte de faiblesses qu’est né le Mouvement 5 étoiles, de l’idée d’un comédien et d’une agence de communication. Le populisme anti-caste et pour la légalité prône la démocratie directe, mais il s’agit en réalité d’un sujet politique « a-démocratique ».

Il gagne sur les réseaux sociaux grâce à la forte expérience de communication, et également à cause du retard dans ce champ de toute la gauche.

Il s’insère facilement dans ce tissu de citoyens de gauche qui ont développé un sentiment justicialiste, après les faits des Tangentopoli nationales, et auquel on n’a pas été en mesure de faire une critique de gauche. La devise “loi et ordre” passe également à gauche. La route vers la droite est partant ouverte.

Le Parti Démocrate, qui peut désormais être définitivement placé dans le champ libéral et néo-libéral, procède à la précarisation finale des lois du travail et impose des modifications constitutionnelles, par un vote à la majorité, prévoyant une réduction du nombre de parlementaires, une transformation en un système essentiellement bipartisan, par le biais de modifications de la loi

électorale. Toutefois ces modifications de la Constitution ont été rejetées par référendum (4 décembre 2016) par les citoyens.

Sur la question des migrants, au lieu d'ancrer le thème sur la solidarité, le PD caresse les sentiments de peur de la population (sur lesquels la presse la plus conservatrice soufflait déjà depuis quelques temps). Cela ouvre la voie à la victoire électorale du M5S et de la Ligue du Nord, sur laquelle converge également une partie de la bourgeoisie italienne, celle qui est moins compétitive sur les marchés internationaux et qui cherche à se protéger grâce aux structures de l'État national.

Un large secteur du vote populaire converge également vers la Lega et les 5 Etoiles: 30% des membres de la CGIL ont voté pour le M5S.

À la gauche du Parti Démocrate, de petits groupes socialistes se sont formés (groupes d'ex-communistes sortis du PD), mais ils ne parviennent pas à consolider un programme d'alternative, oscilleant entre alliances locales avec le PD et alternativité à ce dernier au niveau national.

Le nouveau gouvernement Lega-M5S a fait de la question des migrants son étendard communicatif et l'a emportée sur tous les fronts, car la voie a été ouverte par le PD, considéré par le sens commun un parti de gauche, mais qui met en oeuvre des politiques anti-populaires, et est perçu comme un parti des élites.

Dans ce contexte désastreux, dans lequel l’Italie a perdu 30% de sa capacité de production, il existe un tissu de civisme généralisé allant des catholiques sociaux à la gauche anti-système, qui ne parvient pas à se fusionner dans un sujet national et n’arrive même pas à se coordonner, ne cherchant souvent pas la représentation politique. Le gouvernement est considéré comme désormais dirigé par des oligarchies économiques, siégeant souvent à Bruxelles.

Plusieurs conflits existent en ce qui concerne les questions environnementales, mais même ces derniers ont du mal à faire réseau et à dépasser le contexte local.

Le seul mouvement réel d’apparence massive et radicale est le mouvement des femmes, qui a été le seul à produire des manifestations à grande échelle au niveau national.

Les différentes tentatives de cartels électoraux de gauche, tants radicaux que modérés, n’ont résisté même pas un mois après la débacle des dernières élections (4 mars 2018).

Lors des dernières élections, divers sujets de la gauche radicale ont tenté la voie d’un front commun, Pouvoir au Peuple (PaP), duquel ont initialement fait partie, aux côtés du PRC, un réseau de centres sociaux, des partis trotskistes, le nouveau PCI et l’un des plus grands syndicats de base, l’USB.

Par opposition aux résultats modestes obtenus au niveau électoral, l’idée avait suscité un

enthousiasme considérable, surtout dans le camp des citoyens qui avaient quitté le monde du militantisme, et ceux du non-vote.

Le front s’est présenté aux élections avec une plate-forme très avancée, avec une discontinuité claire par rapport aux propositions électorales passées. PaP a immédiatement souligné la nécessité de s’organiser de manière réticulaire et horizontale et a utilisé une plate-forme en ligne pour prendre les principales décisions.

Malgré les intentions initiales, dans la phase post-électorale deux des organisations fondatrices, le PCI et la Gauche Anticapitaliste, ont quitté PaP en raison de sa torsion et de sa volonté de se transformer de front électoral en parti.

Le PRC a également déclaré par la suite qu’il avait quitté PaP, tout en laissant la possibilité à ses membres d’avoir une double adhésion, à l’exception des rôles de leadership régionaux et nationaux.

La proposition du PRC dans les deux derniers Congrès est restée pratiquement inchangée: nous voulons construire un front politico-social anti-libéral et anticapitaliste, qui maintienne la cohésion électorale et fasse travailler ensemble de manière synergique tous ceux qui se sont opposés à la politique néolibérale et au pillage du territoire.

Toutefois, l’absence d’un fort mouvement de masse au niveau national et la réaction souvent « militaire » des structures de l’État laissent une situation dans laquelle le rétablissement d’une forte gauche

radicale est encore loin.

Malgré cela, une bonne partie de la gauche radicale italienne (PRC, Sinistra Italiana, Convergenza Socialista) se présentera aux Elections Européennes sous le symbole de “La Sinistra”, qui inclut aussi les logos du Parti de Gauche Européen et du GUE/NGL. La campagne électorale démarrera le 14 avril 2019 avec une grande assemblée à Rome.

par Pietro Lunetto (Secrétaire Fédération Europe du PRC) et Pietro Benedetti (PRC et déi Lénk)